

Votre NON à la corruption compte!



Les gens pensent souvent qu'ils sont à la merci de la corruption, que celle-ci est la chose la plus courante. Cependant, chaque société, chaque groupe et chaque citoyen gagneraient à dire "NON" à la corruption. Voici quelques exemples de la façon dont on peut le faire:

Les responsables politiques, dirigeants et agents de la fonction publique peuvent lutter contre la corruption et...	Renforcer la démocratie...	En ratifiant et en appliquant la Convention des Nations Unies contre la corruption. <i>Les États qui s'attaquent avec succès à la corruption ont une légitimité beaucoup plus grande aux yeux de leurs citoyens, ce qui est source de stabilité et de confiance.</i>
	Promouvoir la justice...	En dénonçant les affaires de corruption. <i>Créer un environnement où règne l'état de droit. Lorsque les citoyens et les entreprises ont confiance dans la capacité de leurs institutions judiciaires de régler les différends de façon juste et honnête, ils peuvent effectivement réduire l'impact de la criminalité organisée, des drogues illicites, de la traite des êtres humains et du terrorisme.</i>
	Soutenir l'éducation...	En investissant dans l'enseignement et en protégeant les fonds réservés à l'éducation. <i>La prospérité de demain dépend de la qualité et de l'efficacité du système éducatif. Faire en sorte que les crédits budgétaires affectés à l'enseignement soient administrés de manière juste et transparente c'est protéger le bien le plus précieux d'un pays, ses enfants.</i>
	Apporter la prospérité...	En refusant de participer à des activités qui ne sont pas licites et transparentes. <i>Les investissements d'origine nationale et étrangère augmentent aussi. Quiconque cherche à investir donne la préférence aux pays où, peut-il constater, les fonds ne disparaissent pas dans les poches des fonctionnaires corrompus.</i>
	Préserver le développement...	En sachant ce que la Convention demande au gouvernement et à ses agents de faire. <i>Éradiquer la corruption c'est rendre possible le développement social et économique. Pour les entreprises, petites et grandes, il est plus facile de rester en activité si la ponction opérée par la corruption est éliminée.</i>
	Améliorer la santé publique...	En veillant à ce que les fonds ne soient pas détournés des services de santé. <i>Un secteur sanitaire qui fonctionne bien et sert les intérêts des citoyens figure parmi les services les plus précieux dont ceux-ci bénéficient car il sauve des vies.</i>
Les organisations non gouvernementales et la société civile peuvent lutter contre la corruption et...	Renforcer la démocratie...	En encourageant leur Gouvernement à ratifier et à appliquer la Convention. <i>Les États qui s'attaquent avec succès à la corruption ont une légitimité beaucoup plus grande aux yeux de leurs citoyens, ce qui est source de stabilité et de confiance.</i>
	Promouvoir la justice...	En informant le public que les administrations se doivent d'être exemptes de corruption. <i>Une justice équitable et loyale pour tous est capitale pour la stabilité et la croissance d'un pays. Elle aide aussi à lutter efficacement contre la criminalité.</i>
	Soutenir l'éducation...	En engageant les jeunes dans des discussions sur ce que constitue un comportement moral, la nature de la corruption et les moyens de la combattre, et en encourageant les jeunes à revendiquer leur droit à l'éducation. <i>Faire en sorte que les générations futures de citoyens attendent de leur pays d'être exempt de corruption est l'un des meilleurs moyens de préparer un avenir plus radieux.</i>
	Apporter la prospérité...	En faisant savoir aux organisations partenaires, au secteur privé, aux organismes gouvernementaux et à la population que l'égalité des conditions de concurrence améliore la compétitivité du pays. <i>Lorsque l'activité économique s'inscrit dans un cadre ouvert et transparent, les entreprises nationales et internationales sont bien plus enclines à investir.</i>
	Préserver le développement...	En publiant des informations détaillées sur le libre accès à l'information, les mécanismes de plainte existants et les résultats de la lutte contre la corruption. <i>Les organisations et les individus disposent d'outils de lutte contre la corruption. Faire connaître le montant de versements effectués aide à contrôler les grands services de l'État.</i>
	Améliorer la santé publique...	En sensibilisant le grand public, les médias et les administrations au coût de la corruption pour le système de soins de santé. <i>Lorsque le système de santé fonctionne bien, c'est la société tout entière qui en profite.</i>
Les médias peuvent lutter contre la corruption et...	Renforcer la démocratie...	En rendant compte des mesures prises par le gouvernement pour ratifier et appliquer la Convention ou de l'absence de telles mesures. <i>Suivre de près, et en informant le public, les activités du gouvernement est une méthode éprouvée de maintenir les États sur la bonne voie.</i>
	Promouvoir la justice...	En utilisant la puissance de l'Internet pour protéger les journalistes qui font état d'affaires de corruption et d'autres personnes signalant des irrégularités. <i>Les sites Internet, les sites des réseaux sociaux et les téléphones mobiles peuvent servir à informer rapidement et à peu de frais un grand nombre de personnes et à faire connaître le sort de ceux qui dénoncent des abus, pour que la célébrité les protège.</i>
	Soutenir l'éducation...	En s'associant à des organisations non gouvernementales actives dans le domaine éducatif pour servir de "gendarme" et informer le public. <i>Les organisations non gouvernementales et les médias peuvent conjuguer leurs connaissances et leurs contacts avec le public pour assurer la transparence des projets d'éducation et l'affectation correcte des fonds.</i>

	Apporter la prospérité...	En collaborant avec les milieux d'affaires pour suivre les activités du secteur privé. <i>La valeur d'une entreprise dépend en partie de sa réputation auprès des consommateurs. Faire connaître des affaires de corruption ou des pratiques exemplaires est un excellent moyen d'obtenir des milieux d'affaires qu'ils opèrent dans le respect de l'état de droit et des bonnes pratiques internationales.</i>
	Préserver le développement...	En apprenant à promouvoir de manière professionnelle l'audiovisuel public et à soutenir les syndicats indépendants de journalistes. <i>Des médias forts, libres et professionnels sont des indicateurs de croissance et de développement. Pour les soutenir il faut se tenir au courant des pratiques journalistiques professionnelles et adhérer à des syndicats indépendants de journalistes.</i>
	Améliorer la santé publique...	En nouant des liens avec des journalistes qui, en milieu rural et urbain, rendent compte de la manière dont les services de santé sont fournis aux citoyens les plus marginalisés de la société. <i>Mettre en relation des sources locales et nationales, puis utiliser les informations qu'elles ont recueillies pour informer le public, est un outil puissant.</i>
Le secteur privé peut lutter contre la corruption et...	Renforcer la démocratie...	En favorisant la stabilité économique par l'application d'une politique de tolérance zéro à l'égard de la corruption. <i>Les milieux d'affaires ouverts et transparents sont une pierre angulaire de toute démocratie solide.</i>
	Promouvoir la justice...	En adoptant des principes directeurs concernant les cadeaux, la chaîne d'approvisionnement, la dénonciation d'irrégularités et d'autres questions clés touchant à la corruption, et en les faisant connaître à tous les employés. <i>Les employés travailleront mieux s'ils ont le sentiment d'agir dans un milieu où règnent l'équité et la justice.</i>
	Soutenir l'éducation...	En finançant des programmes d'éducation et en s'assurant qu'ils sont correctement administrés. <i>Contribuer au renforcement du système d'enseignement par des dons et des campagnes de soutien est un bon investissement dans l'avenir.</i>
	Apporter la prospérité...	En appliquant rigoureusement les mesures anticorruption et en faisant appel à des vérificateurs indépendants pour en contrôler le respect et traiter des "stratégies de lutte contre la corruption" dans le cadre du dialogue social (voir syndicats). <i>Dans le secteur privé, la corruption alourdit les charges des entreprises, parce que les dessous de table constituent une sorte d'impôt supplémentaire, que les négociations avec des fonctionnaires corrompus se répercutent sur les frais d'administration et que la rupture de contrats ou la découverte d'irrégularités entraînent des sanctions juridiques et financières.</i>
	Préserver le développement...	En faisant siennes les règles de concurrence loyale. <i>La corruption peut mettre des sociétés peu recommandables à l'abri de toute concurrence loyale, si bien que des entreprises inefficaces survivent et faussent le jeu des forces du marché.</i>
	Améliorer la santé publique...	En veillant à ce que les prestataires de services de santé adoptent les bonnes pratiques internationales pour fournir des biens et services dont profiteront tous les citoyens et ne ferment pas les yeux, par souci de profit, sur les pratiques de corruption du secteur public. <i>Permettre la commercialisation de médicaments contrefaits pour des raisons de cupidité, par exemple, peut mettre en péril toute une société.</i>
Les syndicats peuvent lutter contre la corruption et...	Renforcer la démocratie...	En négociant des salaires convenables pour les agents publics. <i>Faire en sorte que les fonctionnaires soient convenablement rétribués, que leur porte-monnaie ne soit pas vide, c'est aider puissamment à lutter contre la tentation de le remplir par des pots-de-vin.</i>
	Promouvoir la justice...	En défendant ceux qui dénoncent les irrégularités. <i>Il faut protéger ceux qui au péril de leur vie ou de leurs moyens d'existence dénoncent les corrompus pour les faire traduire en justice. Les personnes prêtes à le faire seront plus nombreuses si elles voient qu'elles ne courent pas de risque.</i>
	Soutenir l'éducation...	En surveillant l'intégrité des systèmes d'enseignement. <i>Nos enseignants ne font pas qu'enseigner et prendre soin de nos enfants, ils protègent l'honneur du système dont nous dépendons tous pour nos enfants.</i>
	Apporter la prospérité...	En traitant les stratégies de lutte contre la corruption dans le cadre du dialogue social et en établissant des partenariats avec le secteur privé afin d'assurer une tolérance zéro à l'égard de la corruption. <i>Un milieu d'affaires exempt de corruption est plus attrayant non seulement pour les salariés mais aussi pour les clients éventuels.</i>
	Préserver le développement...	En mobilisant contre la corruption la voix collective des syndicats et leur pouvoir de négociation. <i>Protéger et renforcer des sociétés équitables et transparentes par une action collective contribue grandement au développement et fait reculer la pauvreté.</i>
	Améliorer la santé publique...	En luttant pour une rémunération équitable, de bonnes conditions de travail et une meilleure organisation des services des travailleurs de la santé. <i>Les syndicats des personnels de la santé peuvent améliorer le système de soins et les conditions de travail des agents sanitaires, ce qui rend ceux-ci moins vulnérables à la corruption. Ils peuvent aussi aider à éradiquer la corruption en faisant adopter une démarche de tolérance zéro par leurs adhérents.</i>
Chacun peut lutter contre la corruption et...	Renforcer la démocratie...	En se renseignant sur l'état de droit et sur ce que l'État s'est engagé à faire pour lutter contre la corruption. <i>Les citoyens bien informés ne sont pas seulement d'une importance cruciale pour toute démocratie saine, ils rendent les élus comptables de leurs actes.</i>
	Promouvoir la justice...	En signalant aux autorités les affaires de corruption. <i>Si vous dénoncez des irrégularités, vous ne combattez pas seulement la corruption, mais vous défendez aussi votre communauté.</i>
	Soutenir l'éducation...	En apprenant aux enfants que la corruption est inacceptable. <i>Les parents peuvent enseigner à leurs enfants la valeur de l'intégrité.</i>

	Apporter la prospérité...	<p>En refusant de donner ou de recevoir des pots-de-vin, des dessous de table facilitant les choses ou des cadeaux.</p> <p><i>Refuser toute rémunération illicite d'un travail effectué ou à effectuer, c'est faire passer un message fort, non seulement à ceux qui seraient tentés de solliciter une faveur, mais aussi à leurs collaborateurs.</i></p>
	Préserver le développement...	<p>En faisant savoir aux élus que la lutte contre la corruption devrait faire partie intégrante de toutes les politiques de développement.</p> <p><i>Rappeler à ceux que vous avez élus qu'ils vous représentent, votre communauté et vos idéaux, dans le pays et à l'étranger, c'est non seulement votre droit, mais votre devoir.</i></p>
	Améliorer la santé publique...	<p>En exigeant de pouvoir consulter sur simple demande des informations transparentes sur les soins de santé, par exemple sur les services auxquels les citoyens ont droit et leur coût.</p> <p><i>L'accès aux soins de santé de base est un droit de tout citoyen. Un citoyen responsable connaît ses droits et pose des questions pertinentes.</i></p>